



» El País » et la Révolution bolivarienne au Venezuela

Par [Salim Lamrani](#)

Mondialisation.ca, 17 mars 2014

[Opera Mundi](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Le quotidien espagnol a abandonné la rigueur journalistique au profit d'une couverture partisane de la réalité vénézuélienne.

Depuis le triomphe de la Révolution bolivarienne au Venezuela avec l'élection du Président Hugo Chávez en 1998 (jusqu'à 2013) et la victoire de son successeur Nicolás Maduro en 2013, *El País*, principal quotidien espagnol et leader d'opinion, a délaissé l'impartialité dans le traitement de la réalité de ce pays. Pis encore, le journal espagnol a abandonné le journalisme équilibré et nuancé au profit d'une critique systématique et à sens unique du pouvoir démocratiquement élu de Caracas.

Une démocratie ?

Dans une tribune du 9 mars 2014, *El País* expose son point de vue et déclare que « [le Venezuela n'est plus un pays démocratique\[1\]](#) ». Peu importe qu'il y ait eu 19 consultations populaires depuis 1998 et que les chavistes aient remporté 18 de ces scrutins au cours d'élections reconnues comme irréprochables et transparentes par tous les organismes internationaux, de l'Organisation des Etats américains à l'Union européenne, en passant par le Centre Carter. Mieux encore, l'ancien président des Etats-Unis, Jimmy Carter, qualifie le système électoral vénézuélien comme étant le « meilleur au monde[2] ».

La liberté de la presse

Le quotidien madrilène déplore « une asphyxie systématique de la liberté d'expression ». Là encore, l'affirmation résiste difficilement à l'analyse. Selon un rapport du Ministère de la Communication et de l'Information de 2011, en 1998, il existait au Venezuela 587 radios et télévisions dont 92,5% privées et 7,5% publiques. Aujourd'hui, elles sont 938 dont 70% privées, 25% communautaires et 5% publiques. La Révolution bolivarienne a au contraire multiplié le nombre de médias télévisuels et radiophoniques et le paysage médiatique est toujours dominé par le secteur privé. Loin d'être étouffés, les médias privés ont ainsi augmenté de 28,7% en 12 ans[3].

La Révolution bolivarienne, un échec ?

Un an après la disparition d'Hugo Chávez, qui a succombé à un cancer foudroyant le 5 mars 2013, *El País* dresse un panorama assez sombre de la situation vénézuélienne, par le biais de son correspondant à... Miami : « Chávez a légué une opportunité perdue, une économie en faillite qui ne tient que par l'endettement et la spéculation ». Le quotidien ajoute que

« durant la dernière décennie de son gouvernement, le revenu pétrolier du Venezuela a été sept fois plus important qu'en 1998 quand il a assumé le pouvoir ». Cependant, « l'inflation et les pénuries, dont a souffert le pays de façon cyclique durant la dernière décennie, ont atteint des pics alarmants parmi les secteurs les plus pauvres[4] ».

A la lecture de ce bilan, on en conclut que la Révolution bolivarienne a été un échec. Mais en fait, *El País* occulte la réalité factuelle. D'abord, le quotidien madrilène omet de souligner que si le prix du pétrole a presque été multiplié par dix, c'est avant tout grâce à Hugo Chávez qui a réussi à réactiver une OPEP moribonde en limitant la production de pétrole et faisant passer le prix du baril de 16 dollars en 1998 à plus de 100 dollars aujourd'hui.

Ensuite, le journal évoque la situation des « secteurs les plus pauvres » sans fournir de chiffres et présente « l'inflation et la pénurie » comme des conséquences de la politique chaviste. En réalité, l'inflation a caractérisé l'économie vénézuélienne depuis au moins 70 ans et les statistiques disponibles sur la réalité sociale du pays apportent un démenti implacable au point de vue de *El País*.

En effet, de 1999 à 2011, le taux de pauvreté est passé de 42,8% à 26,5% et le taux de pauvreté extrême de 16,6% à 7%. Le taux de malnutrition infantile a été réduit de près de 40% depuis 1999. Cinq millions d'enfants reçoivent désormais une alimentation gratuite à travers le Programme d'alimentation scolaire. Ils étaient 250 000 en 1999. Le taux de malnutrition général est passé de 21% en 1998 à moins 3% en 2012. Selon la FAO, le Venezuela est le pays d'Amérique latine et de la Caraïbe le plus avancé dans l'éradication de la faim[5].

Au classement de l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Venezuela est passé du 83^{ème} rang en 2000 (0,656) au 73^{ème} rang en 2011 (0,735), intégrant ainsi la catégorie des nations à l'IDH élevé. Le coefficient de GINI, qui permet de calculer les inégalités dans un pays, est passé de 0,46 en 1999 à 0,39 en 2011. Selon le PNUD, le Venezuela, qui dispose du coefficient de GINI le plus bas d'Amérique latine, est le pays de la région où il y a le moins d'inégalités[6].

En 1999, 82% de la population avait accès à l'eau potable. Ils sont désormais 95%. Avant 1999, seules 387 000 personnes âgées recevaient une pension de retraite. Elles sont désormais 2,1 millions à en bénéficier. Durant la présidence de Chávez, les dépenses sociales ont augmenté de 60,6%. Depuis 1999, 700 000 logements ont été construits au Venezuela. Le taux de chômage est passé de 15,2% en 1998 à 6,4% en 2012, avec la création de plus de 4 millions d'emplois[7].

Depuis 1999, le gouvernement a remis plus d'un million d'hectares de terres aux peuples autochtones du pays. La réforme agraire a permis à des dizaines de milliers d'agriculteurs de posséder leurs terres. Au total, plus de 3 millions d'hectares de terres ont été distribués. En 1999, le Venezuela produisait 51% des aliments qu'il consommait. En 2012, la production est de 71%, alors que la consommation d'aliments a augmenté de 81% depuis 1999. Si la consommation de 2014 était similaire à celle de 1999, le Venezuela produirait 140% des aliments consommés au niveau national. Depuis 1999, le taux de calories consommées par les Vénézuéliens a augmenté de 50% grâce à la Mission Alimentation qui a créé une chaîne de distribution de 22 000 magasins alimentaires (MERCAL, Casas de Alimentación, Red PDVAL), où les produits sont subventionnés à hauteur de 30%. La consommation de viande a augmenté de 75% depuis 1999[8].

Le salaire minimum est passé de 100 bolivars (16 dollars) en 1999 à 2047,52 bolivars (330 dollars) en 2012, soit une augmentation de plus de 2000%. Il s'agit d'un des salaires minimum en dollars les plus élevés d'Amérique latine. En 1999, 65% de la population active touchait le salaire minimum. En 2012, seuls 21,1% des travailleurs disposent de ce niveau de salaire. Les adultes d'un certain âge n'ayant jamais travaillé disposent d'un revenu de protection équivalant à 60% du salaire minimum. Les femmes seules et les personnes handicapées reçoivent une allocation équivalente à 80% du salaire minimum. Le PIB par habitant est passé de 4 100 dollars en 1999 à 10 810 dollars en 2011[9].

Depuis 1998, près de 1,5 millions de Vénézuéliens ont appris à lire, écrire et compter grâce à la campagne d'alphabétisation, nommée Mission *Robinson I*. En décembre 2005, l'UNESCO a décrété que l'illettrisme avait été éradiqué au Venezuela. Le nombre d'enfants scolarisés est passé de 6 millions en 1998 à 13 millions en 2011 et le taux de scolarité dans l'enseignement primaire est désormais de 93,2%. La Mission *Robinson II* a été lancée afin d'amener l'ensemble de la population à atteindre le niveau du collège. Ainsi, le taux de scolarité dans l'enseignement secondaire est passé de 53,6% en 2000 à 73,3% en 2011. Les Missions *Ribas* et *Sucre* ont permis à des centaines de milliers de jeunes adultes d'entreprendre des études universitaires. Ainsi, le nombre d'étudiants est passé de 895 000 en 2000 à 2,3 millions en 2011, avec la création de nouvelles universités[10].

Au niveau de la santé, le Système national public de santé a été créé afin de garantir l'accès gratuit aux soins à tous les Vénézuéliens. Entre 2005 et 2012, 7 873 centres médicaux ont été créés au Venezuela. Le nombre de médecins est passé de 20 pour 100 000 habitants en 1999 à 80 pour 100 000 habitants en 2010, soit une augmentation de 300%. La Mission *Barrio Adentro I* a permis de réaliser 534 millions de consultations médicales. Près de 17 millions de personnes ont ainsi pu être soignées, alors qu'en 1998, moins de 3 millions de personnes avaient un accès régulier aux soins. 1,7 millions de vies ont ainsi été sauvées entre 2003 et 2011. Le taux de mortalité infantile est passé de 19,1 pour mille en 1999 à 10 pour mille en 2012, soit une réduction de 49%. L'espérance de vie est passée de 72,2 ans en 1999 à 74,3 ans en 2011. Grâce à l'Opération *Milagro* lancée en 2004, 1,5 millions de Vénézuéliens atteints de cataractes et autres maladies oculaires, ont retrouvé la vue[11].

Loin de l'image apocalyptique présentée par *El País*, la Révolution bolivarienne a été une indéniable réussite sociale. Ainsi, selon le rapport annuel *World Happiness* de 2012, le Venezuela est le second pays le plus heureux d'Amérique latine, derrière le Costa Rica, et le 19^{ème} au niveau mondial, devant l'Allemagne ou l'Espagne[12].

Le cas du journal *El País* illustre l'incapacité des médias occidentaux – dont la plupart sont entre les mains de conglomérats économiques et financiers – à représenter de manière impartiale et équilibrée la Révolution bolivarienne. Il est une raison à cela : le processus de transformation sociale initiée en 1999 a bouleversé l'ordre et les structures établis, a remis en cause le pouvoir des dominants et propose une alternative sociétale où – malgré tous ses défauts, ses imperfections et ses contradictions qu'il convient de ne pas minimiser – les puissances d'argent ne règnent plus en maître, et où les ressources sont destinées à la majorité des citoyens et non à une minorité.

Salim Lamrani

Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son nouvel ouvrage s'intitule *Cuba. Les médias face au défi de l'impartialité* (Paris, Editions Estrella, 2013) et comporte une préface d'Eduardo Galeano.

http://www.amazon.fr/Cuba-m%C3%A9dias-face-d%C3%A9fi-l'impartialit%C3%A9/dp/2953128433/ref=sr_1_1?s=books&ie=UTF8&qid=1376731937&sr=1-1

Contact : lamranisalim@yahoo.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

[1] Mario Vargas Llosa, "La libertad en las calles", *El País*, 9 mars 2014.

[2] *Correo del Orinoco*, « James Carter: Proceso electoral de Venezuela es 'el mejor del mundo' », 20 septembre 2012.
<http://www.correodelorinoco.gob.ve/nacionales/james-carter-proceso-electoral-venezuela-es-%E2%80%99Cel-mejor-mundo%E2%80%99D/>

[3] Juan Carlos Figueroa, « Medios públicos venezolanos casi se triplicaron en 12 años », *El Tiempo*, 12 août 2012.
<http://eltiempo.com.ve/venezuela/politica/medios-publicos-venezolanos-casi-se-triplicaron-en-12-anos/61589> (site consulté le 10 mars 2014).

[4] *Maye Primera*, « Un año sin el 'comandante supremo' », *El País*, 5 mars 2014.

[5] Salim Lamrani « 50 verdades sobre Hugo Chávez y la Revolución Bolivariana », *Opera Mundi*, mars 2013.

[6] *Ibid.*

[7] *Ibid.*

[8] *Ibid.*

[9] *Ibid.*

[10] *Ibid*

[11] *Ibid.*

[12] *Ibid.*

La source originale de cet article est [Opera Mundi](#)
Copyright © [Salim Lamrani](#), [Opera Mundi](#), 2014

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca